



*Ville de passion!*

COMMUNE DE SAINT-LOUIS



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 982 /PRM/DAJ/DA/MT/2023

- Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Route,
- Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
- Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,
- Vu la demande de l'entreprise **E2R** reçue le vingt octobre deux mille vingt-trois,
- Vu l'avis de la Police Municipale n° **579/2023** du vingt-quatre octobre deux mille vingt-trois,
- Vu l'avis de la Direction de la Régie Route n° **373/2023** du deux novembre deux mille vingt-trois,

**Considérant que** pour éviter tout accident lors des travaux de fouille pour la pose de câbles et de raccordement au réseau EDF, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la rue Leconte de Lisle,

**ARRETE**

- Art. 1.** - La circulation se fait par alternat manuel avec empiètement sur chaussée sur la rue Leconte de Lisle au droit du n° 220 Bis.
- Art. 2.** - Le stationnement est interdit au droit du chantier.
- Art. 3.** - La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h au droit du chantier.
- Art. 4.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi treize novembre deux mille vingt-trois au vendredi vingt-deux mars deux mille vingt-quatre de sept heures à quinze heures.
- Art. 5.** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'entreprise E2R.
- Art. 6.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'entreprise E2R après les travaux.
- Art. 7.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.
- Art. 8.** - Mme La Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.
- Art. 9.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à l'entreprise E2R.

Fait à Saint-Louis, le **10 NOV 2023**

Pour la Maire et par délégation,  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
 Conseillère Municipale  
 Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Service communication
- Entreprise E2R

**LA MAIRE :**

*Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte*

*Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :*

- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative